

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43 rue du docteur Duroselle  
16000 Angoulême

Angoulême, le 17/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHIMINOVE SA**

144, Boulevard Salvador Allende  
16340 L'isle-D'espagnac

Références : 2026 413 UbD 16- 86 Env  
Code AIOT : 0007202652

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement CHIMINOVE SA implanté Avenue Paul Vieille 16000 Angoulême. L'inspection a été annoncée le 26/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée dans le cadre d'une opération coup de poing pour observer la conformité des produits chimiques.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHIMINOVE SA
- Avenue Paul Vieille 16000 Angoulême
- Code AIOT : 0007202652
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Chiminove réalise des mélanges et des dilutions de produits chimiques et fabrique des produits d'entretien ainsi que des produits destinés à l'allumage des appareils de cuisson extérieur.

#### Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande d'action corrective	10 jours
4	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 26-I	Demande d'action corrective	10 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entreprise Chiminove dispose des fiche de données de sécurité (FDS) des produits stockés. L'exploitant doit fournir des justificatifs concernant la rétention du bâtiment et la gestion des effluents.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a pu fournir les FDS des produits choisis par sondage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b>  Le bâtiment dans lequel sont stockés les produits chimiques est doté de RIA et d'extincteurs. L'exploitant dispose de sciures de bois afin de recueillir un déversement. L'exploitant a indiqué que les fournisseurs reprenaient les contenants vides. L'exploitant a la charge d'éliminer les contenants endommagés qui ne sont pas repris par le fournisseur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est

<p>associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bâtiment dans lequel les produits chimiques sont stockés est pourvu d'un système de rétention déportée avec en conséquence des regards disposés dans le bâtiment. Lors de l'inspection, il a été comptabilisé 19 contenants de type GRV de lessive de soude (volume : <math>19 \times 0,9 = 17,1 \text{ m}^3</math>), 9 GRV d'hypochlorite de sodium (volume : <math>9 \times 0,8 = 7,2 \text{ m}^3</math>) et 14 GRV de produits divers (volume : <math>14 \text{ m}^3</math>). Il y a d'autres récipients de plus petit volume stockés dans le bâtiment. En conséquence, la rétention déportée doit avoir un volume minimal de <math>19 \text{ m}^3</math> (<math>17,1 + 7,2 + 14 = 38,3 \text{ m}^3</math>). Le volume de la rétention déportée est seulement de <math>15 \text{ m}^3</math> ; en conséquence, le volume de la rétention est trop faible au regard de la quantité stockée le jour de l'inspection. En effet, le volume de la rétention est inférieur à la moitié du volume stocké.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Demande n°1 : l'exploitant doit revoir sa gestion des rétentions afin d'avoir des volumes de produits stockés et de rétention conformes à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4/10/2010. Des justificatifs attestant de la conformité des rétentions du site devront être produits.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 10 jours</p>

#### N° 4 : Prévention des pollutions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 26-I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, gestion des effluents</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4.1 - Collecte des effluents liquides</p> <p>A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

L'exploitant stocke de l'éthanol (conditionné en GRV) en extérieur sur une zone qui fait office de rétention (palier). Cet éthanol est connecté au process de production et de fabrication des produits sur site, via des flexibles en extérieur. Les GRV connectés au process sont placés au dessus d'une rétention. Lors de l'inspection, cette rétention était pleine d'eau, et vue en cours de vidange vers un regard. L'exploitant n'avait pas procédé au contrôle de la qualité de l'eau avant rejet. Il a indiqué que le regard était ligné vers un filtre à sable sans être en mesure d'apporter des précisions sur ce dispositif et d'en démontrer l'efficacité en termes de traitement avant infiltration.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande n°2 : l'exploitant veille à gérer les rétentions afin que le volume disponible reste suffisant et déclenche des opérations de pompage de tout effluent supplémentaire dans de bonne condition (avec analyse de la qualité des effluents au préalable afin de s'assurer de la compatibilité du rejet avec le milieu récepteur).

Demande n° 3 : l'exploitant justifie que l'opération de vidange de l'effluent contenu dans la rétention vers le regard, relevée lors de l'inspection, respecte les dispositions de gestion des effluents du titre II de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2004.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 10 jours

**N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention

**Prescription contrôlée :**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

**Constats :**

Lors du contrôle par sondage, l'inspecteur n'a pas relevé d'incompatibilités physico-chimiques entre les produits stockés dans le bâtiment.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un état des stocks des matières stockées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite